

FT FIRME TURNIER



No, 60 rue Merisier Delmas 48, Port-au-Prince, Haïti

Tel: 2941-1515/ 2231-1516

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU
DEVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

**PROJET DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE AUX AGRICULTEURS (PTTA)
DON 2562/ GR-HA**

ETATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2013

Janvier 2014

MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU
DEVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)
PROJET DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE AUX AGRICULTEURS (PTTA)
DON 2562/ GR-HA

TABLE DES MATIERES

	PAGES
1. Historique	1
2. Résultat de la vérification	4
3. Responsabilité de la Direction	5
4. Rapport des auditeurs indépendant sur le respect des clauses	6
5. Respect des clauses contractuelles	7
6. Rapport des vérificateurs sur les états financiers	10
7. Etat des flux de trésorerie	12
8. Etat de l'Investissement	13
9. Rapport du Fonds de Roulement	14
10. Etat comparatif des WLMS	15
11. Notes Complémentaires	16
12. Compte Spécial	23
13. Etat de rapprochement bancaire	24
14. Passation de marchés	25
15. Rapport des vérificateurs indépendants sur le contrôle interne	26
16. Lettre de gestion	28
17. Contrôle interne	30

Port-au-Prince, le 28 novembre 2013

Monsieur Thomas JACQUES
Ministre de l'Agriculture des Ressources Naturelles et
du Développement Rural (MARNDR)
Don 2562/GR-HA
En ses bureaux.-

Ce rapport présente les résultats de notre vérification des états financiers annuels du Projet de Transfert de Technologies aux Agriculteurs (PTTA) du Don 2562/GR-HA de la BID et géré par l'Unité d'Exécution du Projet (UEP) pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013. Nous avons émis notre rapport le 28 novembre 2013.

Contexte du Projet et description de son financement

La très faible productivité de l'agriculture haïtienne et son manque de compétitivité face à des importations croissantes s'expliquent en grande partie par les difficultés d'accès des petits producteurs (qui représentent l'immense majorité des producteurs haïtiens) à des technologies plus intensives éprouvées et disponibles sur le marché, ou tout au moins que le secteur privé (au sens large, incluant ONG et groupements de producteurs) pourrait facilement rendre disponible. Cette faible productivité se traduit à son tour par des niveaux de revenus agricoles faibles, la dégradation des sols, une vulnérabilité accrue des agriculteurs aux désastres naturels et une situation d'insécurité alimentaire.

Trois facteurs principaux contribuent à expliquer pourquoi les producteurs haïtiens n'ont pas accès à ces technologies : (i) les restrictions dans l'accès au crédit ; (ii) le déficit d'information sur les technologies existantes ; et (iii) les risques d'aversion.

Pour sortir de ce cercle vicieux de pauvreté – faible productivité agricole – pauvreté accrue, le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural a sollicité et obtenu du Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP) un financement de 35 millions de dollars américains pour financer d'une part, un programme d'aides directes au transfert de technologie à hauteur de 25 millions de dollars américains et d'autre part, un programme de renforcement des services agricoles de base, dont celui de la vulgarisation agricole, à hauteur de 10 millions de dollars.

A la demande du Ministère de l'Agriculture, le financement du programme d'aides directes a été complété par un don de la BID de 15 millions de dollars américains, pour un montant total de 40 millions de dollars américains mobilisés dans le cadre du présent projet HA-L1059.

La formulation de ce Projet s'appuie sur les documents nationaux de référence élaborés par le Ministère de l'Agriculture, à savoir la politique de développement agricole (2010-2025) et le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA, 2010-2016). Du point de vue opérationnel, le Projet proposé a été conçu en prenant en compte le mécanisme novateur de « subventions intelligentes » prôné par le Programme de Mitigation des Désastres Naturels (sous financement de la BID) et le Projet de Renforcement des Services Publics Agricoles (sous financement de la Banque Mondiale), et à partir de leçons apprises via des projets similaires mis en œuvre par la BID dans la région, principalement les prêts 1397/OC-DR et 2443/OC-DR en République Dominicaine ; le 2055/BL-NI au Nicaragua ; et le 1800/OC-PR au Paraguay.

Le Projet proposé est une composante d'un projet plus vaste exécuté par le MARNDR et incluant une opération de la Banque Mondiale (le projet RESEPAG II) qui fournira un appui aux services publics et privés d'extension (formation, démonstration) pour tous les producteurs, avec les mêmes paquets de technologie et dans la même région, mais sans appui financier direct, de manière que les deux projets soient réellement complémentaires.

Objectif Général du Projet

Le Projet a pour objectif général de contribuer à une amélioration durable des revenus agricoles et de la sécurité alimentaire de petits agriculteurs dans les départements du Nord et du Nord-est.

Objectif Spécifique

L'objectif spécifique est d'améliorer la productivité agricole et la production agricole.

Pour obtenir les résultats mentionnés ci-dessus, le Projet est structuré en deux grandes composantes:

Composante 1 : Promotion de l'adoption d'une technologie agricole améliorée et durable

Cette première composante vise à octroyer un support direct à environ 30 000 producteurs (hommes et femmes) à travers la distribution de vouchers pour l'acquisition sur le marché des biens et services correspondants à un paquet technologique que les producteurs auront eux-mêmes choisis dans le cadre d'un menu établi par le Ministère de l'Agriculture. Ces paquets technologiques correspondront à trois types d'interventions :

1. La régénération et/ou l'extension de jardins créoles, qui sont des parcelles cultivées en agroforesterie et qui associent de manière complexe plusieurs types de cultures étagées ; ces jardins créoles peuvent avoir une dominante café, cacao ou encore fruitière ; Les appuis apportés par le Projet permettront au producteur de financer la main d'œuvre pour payer l'entretien pendant 1-2 ans, les opérations de préparation de sol (préparation, trouaison) ainsi que l'acquisition des plantules.

2. L'intensification de cultures sarclées telles que le riz, le maïs, les bananes, le manioc en culture pure, les ignames en culture pure et le maraîchage ; l'appui du Projet portera sur la participation au financement de travaux de préparation de sols et facilitera l'acquisition de semences améliorées et d'intrants chimiques pour l'intensification de la production.
3. L'amélioration de la production fourragère à travers l'installation de prairies améliorées. L'appui du Projet permettra l'acquisition de semences fourragères (variétés locales de type graminées) et financera partiellement la préparation des sols et les semis.

Composante 2 : Renforcement du Service National Semencier

La deuxième composante permettra le Renforcement Institutionnel du Service National Semencier afin que celui-ci soit en mesure de définir et contrôler l'application de la législation et des normes de qualité sur le marché semencier (et notamment les semences importées). Les appuis du Projet comprendront la construction d'un laboratoire de contrôle de qualité, le financement d'équipements pour ce laboratoire, y compris des chaînes de froid pour l'entreposage, un groupe électrogène, des échelles et des bacs de plants, la formation de professionnels dans le domaine semencier ainsi que la réalisation de différentes études stratégiques sur la filière et le secteur des intrants en général.

Coût du Projet

Le coût total du Projet est estimé à la contre-valeur de Quarante Millions dollars des Etats -Unis d'Amérique (US\$ 40, 000,000). La BID apportera un financement de Quinze Millions dollars américains (US\$ 15, 000,000) qui constituera le Don. De son côté, le GAFSP s'engage à apporter une contribution de contre-valeur de Vingt Cinq Millions dollars américains (US\$ 25, 000,000). L'ensemble des activités du Projet devrait être terminée sur une période de cinq (5) ans.

	Coûts directs	Administration	Suivi et évaluation	Divers	Total
BID	10, 000,000	1, 650,000	1, 000,000	2, 350,000	15,000,000
GAFSP	25, 000,000	-	-	-	25,000,000
	35,000,000	1,650,000	1,000,000	2,350,000	40,000,000

Résultats de la vérification

Les résultats de la vérification sont présentés dans les rapports suivants :

- a) Rapport des vérificateurs sur le respect des clauses contractuelles ;
- b) Rapport des vérificateurs sur les états financiers ;
- c) Rapport des vérificateurs sur le compte spécial ;
- d) Rapport des vérificateurs indépendants sur le processus de passation de marchés ;
- e) Rapport des vérificateurs sur le contrôle interne ;

Respect des Clauses Contractuelles du Don 2562/GR-HA et des Lois et Règlements

A notre avis, à l'exception de ce que nous avons souligné dans notre rapport sur le système de contrôle interne du Projet de Transfert de Technologies aux Agriculteurs, l'Unité d'Exécution du Projet (UE) s'est conformée aux dispositions des Clauses de l'Accord de Don 2562/GR-HA et des procédures établies pour la gestion du Projet. Par ailleurs, concernant le respect des lois de la République d'Haïti et des règlements pertinents, rien n'a été porté à notre attention qui pourrait nous faire croire que l'UE du Projet ne s'y est pas conformé.

Compte Spécial

Nous n'avons exprimé aucune réserve.

Contrôle Interne

Notre évaluation du contrôle interne n'a pas révélé d'insuffisances majeures. A l'exception de certaines faiblesses décrites dans notre rapport sur le contrôle interne annexé au présent rapport.

Rapport de la vérification précédente et recommandations

Dans le rapport d'audit antérieur nous avons formulé des recommandations quant aux améliorations à apporter aux systèmes et procédures en place, certaines ont été mises en application par les responsables et d'autres ne sont pas encore mises en applications. Le présent rapport formule de nouvelles recommandations pour l'exercice sous audit dans le but d'améliorer le système de contrôle interne du Projet.

Responsabilité de l'Unité d'Exécution du Projet à l'égard de l'information financière

La Direction de l'Unité d'Exécution du Projet (UEP) répond de l'intégrité et de l'objectivité de l'information financière figurant dans le présent rapport. Les présents états financiers ont été dressés selon les principes comptables internationaux et les directives de la Banque Interaméricaine de Développement.

Les états financiers présentent des montants qui sont, par nécessité, établis selon les meilleures estimations et au meilleur jugement de la Direction en tenant dûment compte de leur importance relative. L'information financière présentée ailleurs dans le présent document est conforme à celle des états financiers.

L'UE reconnaît depuis toujours qu'il est important que cette direction maintienne et renforce les normes de conduite les plus élevées dans toutes ses activités y compris la préparation et la diffusion des états financiers qui présentent fidèlement la situation du Don 2562/GR-HA de la BID. A cet égard, elle a mis au point et maintient un système de comptabilité et de présentation de l'information qui prévoit les contrôles internes nécessaires, de sorte que les opérations soient correctement comptabilisées, les biens protégés contre les pertes attribuables à un usage ou à une cession non autorisée et les passifs dûment comptabilisés. Le système comporte aussi des politiques et des procédés écrits, le choix judicieux et la formation appropriée d'employés qualifiés, la mise en place des structures organisationnelles assurant une division précise et appropriée des responsabilités ainsi que la communication de politiques et directives sur les opérations à l'échelle de l'Institution.

FIRME TURNIER, le vérificateur indépendant recruté par le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), exécutant le Projet de Transfert de Technologie aux Agriculteurs du Don 2562/GR-HA de la BID par le biais de l'UE, a vérifié les états financiers conformément aux Normes de Vérification Internationalement reconnues et selon les directives de la Banque Interaméricaine de Développement et a exprimé son opinion dans le rapport ci-après adressé au MARNDR. Les vérificateurs communiquent librement avec les responsables afin de discuter de leur vérification et de leurs conclusions en ce qui a trait à l'intégralité de l'information financière et comptable du Projet et à l'adéquation des contrôles internes.



(Pour) Coordonnateur du PTTA

Port-au-Prince, le 28 novembre 2013

Rapport des auditeurs indépendants sur le Respect des Clauses Contractuelles Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013

Nous avons réalisé l'audit des états financiers comprenant: l'Etat des Flux de Trésorerie; l'Etat des Investissements Cumulés, l'Etat du Rapprochement Bancaire du "Compte Spécial" pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013, ainsi que l'Etat Comparatif des WLMS-PROJET du Projet de Transfert de Technologie aux Agriculteurs souscrit entre la République d'Haïti et la Banque Interaméricaine de Développement, exécuté par l'Unité d'Exécution du Projet et financé avec les ressources du Don 2562/GR-HA de la BID.

En ce qui concerne notre audit, nous avons examiné le Respect des Clauses et des Dispositions Contractuelles de nature comptable et financière, décrites dans les stipulations spéciales et les normes générales du Contrat de Don 2562/GR-HA. Nous avons procédé à l'examen des Clauses Spéciales et des Normes Générales du Don 2562/GR-HA de la BID et les dispositions établies dans le Manuel d'Opération du Projet.

Nous avons réalisé notre audit conformément aux Normes Internationales d'Audit et aux exigences de la Banque Interaméricaine de Développement pour l'Audit des Projets et Entités et les Directives pour les Etats Financiers et les Audits. Ces normes exigent que nous planifions et réalisons l'audit pour avoir l'assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'anomalies significatives.

A notre avis, l'Unité d'Exécution du Projet a respecté, dans tous ses aspects importants, les clauses contractuelles de nature comptable et financière du Don 2562/GR-HA de la BID pour le Projet de Transfert de Technologie aux Agriculteurs, les lois et règlements applicables de la République d'Haïti dans le cadre d'exécution de ce Projet.

Ce rapport est destiné à l'usage exclusif du MARNDR. Cette restriction ne limite pas la distribution de ce rapport qui devient une information publique après son acceptation par le MARNDR.

FIRME TURNIER
Comptables Professionnels Agréés
(Pour) **Firme Turnier** Section

Port-au-Prince, le 28 novembre 2013

Respect des Clauses Contractuelles

Nous avons couvert spécifiquement les clauses suivantes dudit contrat :

<u>Clauses spéciales</u>	<u>Chapitre</u>	<u>Clauses</u>
Coût et Financement non remboursable	I	1.01 ,1.02(a), (b)
Décaissements	II	2.01(i), (ii) 2.02 (a), (i), (ii) ;(b), (i),(ii),(iii),(iv) 2.03 2.04 2.05 2.06
Description du Projet et Utilisation des Ressources de la Contribution	III	3.01 3.02,1(a),(b);2(a),(i),(ii),(iii)
Exécution du Projet	IV	4.01(a),(b),(c),(d),(e),(f),(g) 4.02(a),(b),(c),(d),(i),(ii), 4.03 (a), (i);(b),(i),(c) 4.04(a),(b),(i),(ii),(iii),(iv), (v),(vi),(vii),(viii),(c),(i),(ii), (iii) 4.05(a),(i),(ii),(iii),(iv),(v); (b),(i),(ii),(iii),(iv);(c) 4.06 4.07(a),(i),(ii) ;(b),(i),(ii), (iii),(iv)
Registres, inspections, rapports et collaboration	V	5.01(a) ;(b),(i),(ii),(iii),(iv), (v);(c),(i),(ii),(iii) 5.02 (a),(b) 5.03 (i),(ii),(iii)
Dispositions diverses	VI	6.01 6.02 6.03
Arbitrage	VII	7.01

Normes générales		
Conditions préalables au premier décaissement	III	3.01(a),(b),(c),(i),(ii),(iii), (iv) 3.02 3.03(a),(b),(c),(d) 3.04 (a), (b), (c) 3.05 (a), (b), 3.06 (a), (b),(c),(i),(ii),(d) 3.07(a),(b)
Taux de change	IV	4.01 (a), (b) 4.02 4.03
Suspension des Décaissements et Echéance anticipée	V	5.01 (a), (b), (c),(i),(ii); (d),(e),(f),2(a),(b) 5.02 (a),(i),(ii),(iii),(iv) (b),(i),(ii),(ii) 5.03 (a),(i),(ii),(iii),(iv),(v) (b),(i),(ii),(iii),(iv),(v),(vi) (c),(d),(e),(f) 5.04(a),(b) 5.05 5.06
Exécution du Projet	VI	6.01 (a), (b) 6.02 6.03 6.04 (a), (b)
Système d'information financière et contrôle interne, Inspections, Rapports et Audit externe	VII	7.01(a),(i),(ii);(b),(i),(ii), (iii),(iv),(v),(vi);(c) 7.02 (a), (b),(c),(d) (e),(i),(ii),(iii) 7.03 7.04(a),(b),(c),(d) (e),(i),(ii),(iii),(f),(g)
Dispositions concernant les Charges et Exonérations	VIII	8.01
Procédure d'arbitrage	IX	9.01

		9.02
		9.03
		9.04(a),(b),(c)
		9.05
		9.06
ANNEXE A		
Le Projet		
<u>ANNEXE AD HOC</u>		
Procédures de passation de marchés de travaux de biens et services connexes et de services de consultants		

Rapport des vérificateurs indépendants sur les états financiers Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2013

Nous avons vérifié les états financiers comprenant: l'Etat des Flux de Trésorerie; l'Etat des Investissements Cumulés et l'Etat du Rapprochement bancaire du "Compte Spécial" pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013, ainsi que l'Etat Comparatif des WLMS-PROJET du Projet de Transfert de Technologies aux Agriculteurs (PTTA) pour cette même période, exécuté par l'UE et financé avec les ressources du Don 2562/GR-HA de la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

Responsabilité de la direction en matière d'états financiers

L'Unité d'Exécution du Projet est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, conformément aux règles et méthodes comptables décrites dans les notes annexes. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes Internationales d'Audit telles que définies par l'International Federation of Accountants (IFAC) à l'exception de la limitation décrite ci-après et aux conditions en matière de Politiques sur l'Audit des Projets et Entités et aux Guides pour la préparation d'Etats Financiers et Critères en matière d'Audit de la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthiques, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.



Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

Nous n'avons pas reçu la réponse de l'avocat du MARNDR suite à la demande d'information qui lui a été adressée.

De ce fait, nous n'avons pas été en mesure de finaliser l'ensemble des diligences prévues et l'appréciation de l'incidence des affaires litigieuses et contentieuses sur la situation financière du Projet au 30 septembre 2013.

A notre avis, à l'exception de l'incidence mentionnée dans le paragraphe ci-dessus, les états financiers comprenant : l'Etat des Flux de Trésorerie, l'Etat des Investissements Cumulés, l'Etat Comparatif du WLMS avec le Projet et l'Etat du Rapprochement Bancaire du "Compte Spécial", présentent fidèlement dans tous ses aspects importants la situation financière du Projet de Transfert de Technologies aux Agriculteurs pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013, conformément aux normes comptables et les politiques comptables exposées dans les notes annexes.

Ce rapport est destiné à l'usage exclusif de la BID et du MARNDR. Cette restriction ne limite pas sa distribution qui devient une information publique après son acceptation par la BID et le MARNDR.


FIRME TURNIER
Comptables Professionnels Agréés
(Pour) ~~Firme Turnier~~ Direction

Port-au-Prince, le 28 novembre 2013

État des Flux de Trésorerie Comparatif
Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2013
(Exprimé en dollars américains)

Description	Notes	30 sept. 2013	30 sept. 2012
Avances de fonds		988,221	90,000
Justification requêtes		1, 010,011	-
Fonds reçus	9	1, 998,232	90,000
Décaissements effectués			
Adoption de technologies agricoles améliorées et durables	4	602,048	-
Renforcement du service national semencier	5	96,955	-
Administration et supervision	6	694,257	85,009
Suivi et évaluation	7	67,412	-
Audit	8	47,264	-
Total des décaissements		1, 507,936	85,009
Excédent (Déficit) des fonds reçus sur les décaissements effectués		490,296	4,991
Gain/Perte de change		(52)	(226)
Encaisse disponible à la fin	3	490,244	4,765

Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARANDR)
Projet de Transfert de Technologie aux Agriculteurs (PTTA), DON 2562/GR-HA

État des Investissements Cumulatifs
Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013
(Exprimé en dollars américains)

DESCRIPTION	SOMMES BUDGETISEES			FINANCEMENT PERIODE ANTERIEURE			FINANCEMENT DE LA PERIODE			FINANCEMENT CUMULE AU 30 SEPTEMBRE 2013			SOLDES BUDGETAIRES		
	BID	GAFSP	TOTAL	BID	GAFSP	TOTAL	BID	GAFSP	TOTAL	BID	GAFSP	TOTAL	BID	GAFSP	TOTAL
1. Adoption Technique Agricole Améliorée	8,000,000	25,000,000	33,000,000	-	-	-	602,048	-	602,048	602,048	-	602,048	7,397,952	25,000,000	32,397,952
2. Renforcement Service National Semencier	2,000,000	-	2,000,000	-	-	-	96,955	-	96,955	96,955	-	96,955	1,903,045	-	1,903,045
3. Coût Administratif	1,650,000	-	1,650,000	85,009	-	85,009	609,248	-	609,248	694,257	-	694,257	955,743	-	955,743
4. Suivi et Evaluation	1,000,000	-	1,000,000	-	-	-	67,412	-	67,412	67,412	-	67,412	932,588	-	932,588
5. Audit	750,000	-	750,000	-	-	-	47,264	-	47,264	47,264	-	47,264	702,736	-	702,736
6. Imprévus	1,600,000	-	1,600,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,600,000	-	1,600,000
Total	15,000,000	25,000,000	40,000,000	85,009	-	85,009	1,422,927	-	1,422,927	1,507,936	-	1,507,936	13,492,064	25,000,000	38,492,064

Rapport du Fonds de Roulement
Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013
(Exprimé en dollars américains)

ITEM	Montant détaillé pour chacune des opérations	Rapport sur l'Etat du Fonds de Roulement
I. Solde de Banque		
Petite caisse	114	
Compte No. 121 263 669 (BRH)	484	
Compte No. 111 063 659(BRH)	489,646	490,244
II. Fonds déjà utilisés attendant justification		
Requête en attente de justification/Dépenses non encore envoyées à la BID		497,925
III. Total Fonds de Roulement attendant justification	988055	988,169
IV. Solde du Fonds de Roulement selon LMS.1		988,221
V. Différence (IV-III)		52

Explication de la différence:

Gain/Perte de change	52
Différence point V	52

Etat Comparatif des WLMS
Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013
(Exprimé en dollars américains)

	WLMS.	Registre Comptable	Variance
1. Adoption Technique Agricole Améliorée	371,761	602,048	(230,287)
2. Renforcement Service National Semencier	6,350	96,955	(90,605)
3. Coût Administratif	554,098	694,257	(140,159)
4. Suivi et Evaluation	30,693	67,412	(36,719)
5. Audit	47,109	47,264	(155)
6. Imprévus	-	-	-
Total	1, 010,011	1, 507,936	(497,925)

Explication de la Variance :

Dépenses non encore envoyées à la BID au 30/09/13 : (497,925)

Notes complémentaires
Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013

1. Présentation du Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR)

Le fonctionnement du Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) est régi par le décret publié dans le Moniteur de la République le 12 novembre 1987. Ce décret définit l'organisation et le fonctionnement du MARNDR. Le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural est placé sous la haute Direction d'un Ministre.

Sa mission est de formuler et d'appliquer, d'orienter et de faire respecter la politique économique du Gouvernement de la République dans les domaines de l'Agriculture et de l'élevage, des ressources naturelles renouvelables et du Développement Rural.

Quelques unes de ses attributions:

- Fixer les objectifs du Gouvernement en matière de politique agricole et d'élevage.
- Mettre en œuvre tous les moyens susceptibles de stimuler et de soutenir l'accroissement de la production agricole et de l'élevage destiné en priorité à la consommation nationale.
- Aménager seul ou de concert avec les autres secteurs intéressés, des mécanismes propres à assurer et à garantir la stabilité des prix des produits de consommation locale et des denrées d'exportation.
- Encourager l'échange interrégional des surplus des produits agricoles ainsi que l'absorption de leurs excédents par l'agro-industrie.
- Orienter, organiser et encourager la recherche agricole et en faciliter la vulgarisation des résultats.
- Elaborer la politique du Gouvernement en matière de gestion des ressources naturelles renouvelables, notamment en ce qui concerne l'inventaire, la conservation et l'exploitation des sols, des eaux, des forêts et de la faune.
- Veiller à l'exécution de cette politique en collaboration avec les autres Ministères et les Collectivités Territoriales de façon à arrêter le processus de dégradation de l'environnement.
- Contribuer par tous les moyens au changement dans le milieu rural notamment en encourageant l'introduction des conditions de progrès telles l'éducation, la promotion de l'habitat, des voies et moyens de communication, le crédit, l'agro-industrie et la commercialisation, la santé, le loisir, les technologies nouvelles et appropriées.

Notes complémentaires
Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013

2. Sommaire des Principes Comptables

L'exercice financier du Projet s'étend sur une période de douze (12) mois se terminant le 30 septembre 2013.

- Les états financiers audités ont été préparés selon les Normes Internationales de Présentation de l'Information Financière promulguées par « l'International Federation of Accountants » (IFAC) et selon les conditions indiquées dans les conditions d'audit Indépendant de la BID.
- La méthode comptable utilisée pour la gestion du Projet est celle d'une comptabilité de caisse. Ainsi les encaissements sont inscrits au moment où ils sont reçus plutôt qu'au moment où ils sont gagnés ; les dépenses au moment où elles sont payées plutôt qu'au moment où les obligations sont contractées.
- La comptabilité est tenue en dollars américains et en gourdes conformément aux conditions de la BID. Les états financiers sont présentés en dollars des Etats-Unis d'Amérique. Le "Compte Spécial" est en dollars et sert à alimenter le compte courant gourdes du Projet. Les transactions payées en gourdes sont converties aux taux de la veille fournis par la Banque de la République d'Haïti au moment de la transaction.
- Au 30 septembre 2013, le taux de conversion fourni par la BRH était de 43.7429 gourdes pour un dollar des Etats –Unis d'Amérique.
- Les coûts encourus par le Projet sont cumulés, selon les Principes Comptables Généralement Reconnus tels appliqués dans le secteur public.

Notes complémentaires
Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013
(Exprimé en dollars américains)

3. Encaisse

La Trésorerie disponible au 30 septembre 2013 est de **Quatre Cent Quatre Vingt Dix Mille Deux Cent Quarante Quatre dollars américains et 00/100 (USD 490,244.00)**. Le Projet dispose de deux comptes de banque : le compte au numéro 111 063 659 en dollar américain est le compte spécial qui reçoit les transferts venant de la BID et les paiements en dollars ; le compte au numéro 121 263 669 en gourde est alimenté par le compte spécial pour payer les transactions en gourdes. Ces comptes sont domiciliés à la BRH et s'analysent comme suit :

Description	30 sept 2013	30 sept 2012
Petite caisse	114	-
Compte Gdes (BRH # 121 263 669)	484	4,737
Compte USD (BRH # 111 063 659)	489,646	28
Total	490,244	4,765

4. Adoption de technologies agricoles améliorées et durables

Cette composante est détaillée comme suit :

Description	30 sept 2013	30 sept 2012
Fournitures de bureau et consommation	876	-
Carburants et lubrifiants	7,479	-
Location de véhicules	18,392	-
Véhicules	88,000	-
Séminaires, ateliers, réunions interprofessionnelles	12,018	-
Frais de diffusion, propagande, information	2,097	-
Adoption de technologies agricoles (suite)		

Salaires et primes	68,954	-
Per diem	4,304	
Frais prestation de services incitations	397,027	-
Aménagement bureau	2,901	-
Total	602,048	-

5- Renforcement du service national semencier

Cette composante est détaillée comme suit :

Description	30 sept 2013	30 sept 2012
Carburant et lubrifiant	1,144	-
Véhicules	63,500	
Location de véhicule	2,800	-
Etudes diverses proposées par interprofessionnels	26,571	-
Perdiem	1,607	-
Séminaires, ateliers, réunions interprofessionnelles	1,333	-
Total	96,955	-

Notes complémentaires
Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013
(Exprimé en dollars américains)

6- Administration

Cette composante est détaillée comme suit :

Description	30 sept 2013	30 sept 2012
Salaires et primes	272,063	28,955
Ameublement de bureau	225	225
Équipement informatique	21,480	-
Véhicule	156,000	39,000
Location Véhicule	7,950	7,950
Assurance et taxes /véhicule	928	-
Per diem	16,746	1,639
Transport national	1,001	801
Carburant et lubrifiant	16,973	475
Entretien véhicule	4,370	-
Fourniture de bureau consommable	11,115	2,466
Atelier, séminaires de vulgarisation	4,678	1,610
Elaboration et diffusion de rapport	2,445	1,800
Etude et consultation d'appui	8,000	-
Frais bancaires et agios	717	88
Construction des bureaux du Projet	165,452	-
Supervision des travaux de construction	4,114	-
Total	694,257	85,009

Notes complémentaires
Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013
(Exprimé en dollars américains)

7- Suivi et évaluation

Cette composante est détaillée comme suit :

Description	30 sept 2013	30 sept 2012
Spécialité monitoring	29,347	-
Consultant d'appui	5,882	-
Véhicule	24,500	-
Carburant et lubrifiant	2,075	-
Per diem	5,125	-
Transport national	160	-
Fourniture de bureau et consommation	323	-
Total	67,412	-

8- Audit

Cette composante enregistre les frais payés pour l'audit externe. Ce poste est détaillé comme suit :

Description	30 sept 2013	30 sept 2012
Audit trimestriel y compris audit technique	47,264	-
Total	47,264	-

Notes complémentaires
Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013
(Exprimé en dollars américains)

9- Fonds Reçus

Cette rubrique est détaillée comme suit :

Description	30 sept 2013	30 sept 2012
Avances de fonds	988,221	90,000
Justification de fonds	546,779	-
Païement direct	463,232	-
Total	1, 998,232	90,000

Rapport des vérificateurs indépendants
Compte Spécial no. 111063659
Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013

Nous avons procédé à la vérification du "Compte Spécial no. 111063659 Banque de la République d'Haïti (BRH)" du Projet de Transfert de Technologies aux Agriculteurs financé avec des ressources du Don 2562/GR-HA de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013. La responsabilité des états financiers relatifs au « Compte Spécial » incombe à la Direction du Projet. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers relatifs au "Compte Spécial" à la lumière des résultats de notre vérification.

Nous avons réalisé notre vérification conformément aux Normes Internationales de Vérification et les directives de la Banque Interaméricaine de développement (BID) pour les "Comptes Spéciaux". Ces normes et les directives de la Banque imposent de programmer et d'effectuer la vérification de manière à avoir raisonnablement l'assurance que les états financiers relatifs au "Compte Spécial" ne comportent pas d'erreurs significatives. Nous sommes d'avis que notre vérification constitue une base raisonnable pour notre opinion.

A notre avis, l'Etat de Rapprochement Bancaire relatif au "Compte Spécial" donne une image fidèle de la situation financière du "Compte Spécial" du Projet de Transfert de Technologies aux Agriculteurs du Don 2562/GR-HA de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013, conformément aux Normes Comptables Internationales et aux directives de la Banque.

Ce rapport est destiné à l'usage exclusif de la BID et du MARNDR. Cette restriction ne limite pas sa distribution qui devient une information publique après son acceptation par la BID et l'Unité d'Exécution du Projet.

FIRME TURNIER
 Comptables Professionnels Agréés
 & Conseils de Direction
 (Pour) **Firme Turnier**

Port-au-Prince, le 28 novembre 2013

**État de Rapprochement Bancaire
du Compte Spécial no.111063659
Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013
(Exprimé en dollars américains)**

DESCRIPTION	30 sept. 2013
SOURCES	
Solde au 30/09/12	4,765
Avance de Fonds	898,221
Justification requêtes	1, 010,011
Total fonds disponible	1, 912,997
EMPLOIS DE FONDS	
Adoption de technologies agricoles améliorées et durables	602,048
Renforcement du service national semencier	96,955
Administration	609,248
Suivi et évaluation	67,412
Audit	47,264
Total des déboursés de la période	1,422,927
Excédent (Déficit) des Sources sur les utilisations de fonds	490,070
Gain de change	174
Solde de la Trésorerie au 30 septembre 2013 (Note 3)	490,244



**Rapport des vérificateurs indépendants sur le processus de passation de marchés
Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013**

Nous avons réalisé l'audit des états financiers comprenant: l'Etat des Flux de Trésorerie; l'Etat des Investissements Cumulés et l'Etat du Rapprochement Bancaire du "Compte Spécial" pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013 du Projet de Transfert de Technologies aux Agriculteurs exécuté par l'UEP du MARNDR et financé avec les ressources du Don 2562/GR-HA de la BID. En ce qui concerne notre audit, nous avons examiné le processus de passation de marchés de biens, engagement de travaux et services de consultation réalisés par l'exécuteur durant l'exercice terminé le 30 septembre 2013. L'examen que nous avons réalisé consistait à vérifier la pertinence du processus, la validité et l'éligibilité des dépenses présentées dans les pièces justificatives de décaissements pour la dite période.

Nous avons réalisé notre audit conformément aux Normes Internationales et aux exigences de la Banque Interaméricaine de Développement pour l'audit des Projets et Entités. Ces normes exigent que nous planifions et réalisons l'audit pour avoir l'assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'anomalies significatives.

A notre avis, à l'exception des faiblesses relevées dans la lettre de gestion présentée dans les dernières pages du présent rapport, le processus de passation de marchés, de recrutement de travaux, d'acquisition de biens et services ont été effectués conformément aux normes applicables et à la documentation des dépenses effectuées, qui correspondent aux requêtes de décaissements de la période examinée, les dépenses ont été effectuées de manière raisonnable et constituent des dépenses valables et éligibles.

Ce rapport est destiné à l'usage exclusif de la BID et du MARNDR. Cette restriction ne limite pas sa distribution qui devient une information publique après son acceptation par la BID et l'UEP du MARNDR.


FIRME TURNIER
Comptables Professionnels Agréés
(Pour) Firm Turnier
Conseils de Direction

Port-au-Prince, le 28 novembre 2013

Rapport des vérificateurs indépendants sur le contrôle interne Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013

Nous avons vérifié les états financiers comprenant: l'Etat des Flux de Trésorerie; l'Etat des Investissements Cumulés et l'Etat du Rapprochement Bancaire du « Compte Spécial » pour l'exercice terminé le 30 septembre 2013 du Projet de Transfert de Technologie aux Agriculteurs, exécuté par l'UEP et financé avec des ressources de l'Accord de Don 2562/GR-HA de la BID.

Notre audit a été effectué en conformité avec les normes internationales d'audit émises par la Fédération Internationale d'Audit (IFAC) et aux conditions en matière de Politiques sur l'Audit des Projets et Entités et Directives pour la préparation des Rapports Financiers et des audits externes des opérations financées par la Banque Interaméricaine de Développement.

Contrôle interne sur l'information financière

Lors de la planification et l'exécution de notre audit, nous avons considéré le contrôle interne du Projet afin de déterminer nos procédures d'audit dans le but d'exprimer notre opinion sur les états financiers et non de donner un avis sur l'efficacité du contrôle interne sur ces états financiers.

Une déficience du système existe lorsque la conception ou le fonctionnement d'un contrôle ne permet à l'administration ou les employés, dans le cours normal de l'exécution de leurs fonctions respectives, de prévenir ou de détecter les inexactitudes en temps opportun. *Une lacune importante* est une carence du contrôle, ou une combinaison de défaillances de contrôle, qui affecte négativement la capacité de l'Unité d'Exécution du Projet (UEP) à initier, autoriser, consigner, traiter ou enregistrer de manière fiable les données financières conformément aux principes comptables généralement reconnus, tel qu'il n'y ait plus d'une probabilité qu'une inexactitude des états financiers du Projet qui est plus qu'illogique ne sera pas prévenue ou détectée par le contrôle interne mis en place par l'UEP.

Une faiblesse importante est une déficience importante ou une combinaison de déficience importante que les résultats sur l'inexactitude importante dans les états financiers ne sera pas prévenue ou détectée par le contrôle interne du Projet.

Notre examen du contrôle interne sur les états financiers a été limité aux fins décrites dans le premier alinéa du présent article et ne serait pas nécessairement en mesure d'identifier toutes les lacunes du contrôle interne qui peuvent être considérées comme des faiblesses majeures. Toutefois, nous avons relevé des aspects du contrôle interne et de son fonctionnement que nous considérons comme des insuffisances et nous l'avons décrite dans les pages qui suivent

Conformité et autres questions

Dans le but d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers du Projet sont exempts d'inexactitudes importantes, nous avons effectué des tests sur sa conformité avec certaines dispositions des lois, règlements, contrats et conventions de subvention et enfin la non-conformité qui pourraient avoir une incidence directe et importante sur la détermination des montants des états financiers. Les résultats de nos tests ont révélé des cas de non-conformité et d'autres questions qui doivent être déclarés en vertu des normes d'audit et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

Ce rapport est destiné à l'usage exclusif de la BID et du MARNDR. Cette restriction ne limite pas sa distribution qui devient une information publique après son acceptation par la BID et l'UEP du MARNDR.


(Pour) Firme Turnier

Port-au-Prince, le 28 novembre 2013



Port-au-Prince, le 28 novembre 2013

Monsieur Thomas Jacques
Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles
et du Développement Rural (MARNDR)
DON 2562/GR-HA
En ses bureaux.-

Monsieur,

Dans le cadre de notre vérification des états financiers du Projet de Transfert de Technologie aux Agriculteurs (PTTA) financé avec les ressources du Don 2562/GR-HA de la BID, nous avons examiné les Procédures Administratives et Comptables et le système de contrôle interne mis en place pour la gestion du Projet pour l'exercice terminé au 30 septembre 2013.

Cet examen a été effectué pour évaluer la fiabilité des enregistrements comptables et de l'information financière dans le but de déterminer la nature, l'étendue et le calendrier des travaux nécessaires à l'expression de notre opinion sur les états financiers du Projet. Il ne met donc pas nécessairement en évidence toutes les améliorations qu'une étude spécifique et plus détaillée pourrait éventuellement révéler, notamment celles qui n'affectent pas de façon significative les états financiers. Il a permis cependant de déceler des faiblesses nécessitant des améliorations pour renforcer le contrôle interne du Projet.

Nos travaux effectués au cours des mois d'octobre et de novembre 2013 ont notamment comporté :

- Une analyse des procédures par des entretiens avec les principaux responsables concernés ;
- L'examen des notes descriptives et des méthodes utilisées pour centraliser, traiter et enregistrer les différentes transactions à travers notamment :
 - L'analyse des pièces justificatives et documents appropriés;
- Une appréciation des contrôles mis en œuvre pour assurer une maîtrise des opérations ;
- La réalisation de sondages pour constater l'application des contrôles jugés efficaces ou pour évaluer l'incidence des insuffisances de contrôle éventuelles ;

- Le contrôle de la justification des opérations enregistrées dans les différentes rubriques de dépenses du Projet.
- L'application de mesures et procédures de vérification conformément aux Normes Internationales de Vérification généralement admises et aux dispositions de l'Accord de Financement de manière à fournir une assurance raisonnable et de déceler les transactions ou situations qui pourraient révéler des indices d'irrégularités ou d'actes illégaux.

Nous tenons à préciser que dans un rapport de cette nature, les remarques formulées sont essentiellement critiques et destinées à susciter des améliorations. Nous estimons en effet, qu'il n'est pas nécessaire de faire des commentaires détaillés sur les procédures et contrôles qui nous paraissent satisfaisants au regard des objectifs de contrôle interne.

Nous vous résumons ci-après les principales observations et recommandations découlant de nos travaux.

Les conclusions décrites ci-après ne sont pas limitées dans la mesure où nous avons obtenu toutes les informations et explications requises pour l'achèvement de nos travaux. Le présent rapport ne comporte qu'une partie qui formule des recommandations quant aux améliorations à apporter aux systèmes et procédures en places notées pendant la période.

Petite caisse

Critère.-

Une gestion plus soutenue de petite caisse permettra de mieux contrôler et de gérer les différentes transactions y découlant.

Conditions.-

Au cours de nos travaux, nous avons constaté que l'UE n'a pas arrêté sa caisse au 30 septembre 2013 par la réalisation d'un inventaire physique des fonds détenus à cette date. De plus, aucun inventaire inopiné n'a été effectué au cours de l'exercice.

Causes.-

- Faiblesse au niveau du contrôle interne ;
- Manque de contrôle et de suivi dans le cadre de la gestion du Projet.

Risques.-

- Non détection en temps opportun des erreurs;
- Impossibilité de s'assurer de la réalité des fonds détenus à la clôture de l'exercice.

Recommandation.-

Nous rappelons qu'un contrôle de caisse doit être effectué aussi bien au moment de l'arrêté des comptes conformément aux principes comptables en vigueur, qu'en cours de période. Ce dernier contrôle qui doit revêtir d'un caractère inopiné permet de vérifier à tout moment que la caisse est correctement tenue et l'absence d'anomalie significative en dehors des périodes arrêtées.

Commentaires de l'UE.-

Il y a eu des contrôles tout au cours de l'exercice fiscal mais qui n'ont pas été sanctionnés par un procès-verbal. Les recommandations ci-dessus mentionnées seront appliquées au cours de l'exercice 2013-2014.

Système Comptable manuel

Critère.-

L'utilisation d'un logiciel comptable pour le traitement des informations financières dans le cadre de la gestion du Projet donne plus d'assurance sur les informations produites par ce système.

Condition.-

Nous avons observé au cours de nos travaux d'audit que toutes les transactions comptables et les activités connexes sont effectuées manuellement. Ce système comptable ne garantit pas un traitement efficace et fiable des transactions financières du Projet.

Cause.-

- Le Module de comptabilité prévu pour le Projet dans le cadre de la mise en œuvre du système informatique pour le Ministère n'est pas encore effectué.

Effets.-

- La fiabilité de l'information produite peut ne pas être adéquate.
- Risque de retards dans la préparation des rapports financiers.
- Augmentation de la charge de travail pour le personnel.
- Augmentation du risque d'erreur lors du traitement de l'information.

Recommandation-

Nous recommandons aux responsables du Projet de recourir à une alternative dans le cas où le système informatique prévu par le Ministère tarde à s'installer.

Commentaires de l'UE.-

L'Unité d'Exécution est consciente du problème, le nécessaire est en train d'être fait.

Inventaire

Critère.-

Les biens matériels et équipements acquis dans le cadre de l'exécution du Projet doivent être identifiés à partir d'un code.

Condition.-

Au cours de notre audit, nous avons constaté que les biens matériels et équipements acquis pour le Projet n'ont pas été identifiés.

Cause.-

- Manque de contrôle et de suivi dans la gestion des immobilisations du Projet.

Effet.-

- Difficulté d'identifier les biens du Projet.

Recommandation.-

Nous recommandons à l'UE du Projet d'identifier tous les biens du Projet à l'aide d'un autocollant.

Commentaires de l'UE.-

L'UE va prendre en compte cette remarque.

Classement de dossiers

Critère.-

Un bon archivage des dossiers permet une meilleure gestion et facilite une recherche rapide des documents.

Condition

Au cours de notre vérification, nous avons constaté que le Projet ne dispose pas un système d'archivage des dossiers de Passation de Marchés ordonné.

Causes.-

- Faiblesse au niveau du contrôle interne ;
- Manque de contrôle et de suivi dans la gestion des dossiers du Projet.

Effets.-

- Possibilité que des dossiers soient entremêlés avec d'autres ;
- Perte de temps dans l'analyse des documents ;
- Difficulté pour les responsables du Projet de retrouver les dossiers de Passation des Marchés.

Recommandation.-

Nous recommandons à l'UE de tenir un système de classement adéquat afin de faciliter toutes recherches éventuelles et réduire le risque de perte des dossiers.

Commentaires de l'UE.-

La remarque est justifiée et cela a été constaté également au niveau de la coordination, mais ce déficit d'archivage (lié surtout à un problème d'espace) va être résolu sitôt que le projet occupe son nouveau bâtiment (dans un délai très court).

Suivi des Recommandations de la période antérieure

Faiblesses relevées et recommandations formulées lors de l'audit précédent	Statut de la recommandation et commentaires de l'UEP	Commentaires des auditeurs	Nouvelles recommandations
Bon de réception Le rapport de l'audit précédent a révélé que l'achat des équipements effectué par l'UP n'était pas supporté par des bons de réception.	Des bons de réception sont préparés et utilisés lors de l'achat des biens et équipements au cours de la période.	L'achat des biens et équipements sont accompagnés des bons de réception.	Aucune nouvelle recommandation
Mise en place du comité de pilotage Nous avons constaté que les responsables du Projet n'ont pas mis en place le comité de pilotage.	Le Comité de Pilotage est mis en place en octobre 2013, une rencontre est prévue à la fin du mois de janvier 2014 pour la validation du POA 2014.	La circulaire pour la mise en place du comité de pilotage est datée d'octobre 2013.	Recommandation reconduite

Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDNR)
Projet de Transfert de Technologie aux Agriculteurs (PTTA), DON 2562/GR-HA

Faiblesses relevées et recommandations formulées lors de l'audit précédent	Statut de la recommandation et commentaires de l'UEP	Commentaires des auditeurs	Nouvelles recommandations
Déductions à la source Le rapport de l'audit précédent a révélé que les taxes prélevées sur le personnel du Projet n'ont pas été versées à la DGI.	Les taxes prélevées sur le personnel sont versées à la DGI selon la loi fiscale.	Les taxes prélevées sont versées à temps à la DGI.	Aucune nouvelle recommandation
Passation de Marchés Nous avons constaté que des numéros n'ont pas été attribués aux contrats passés dans le registre des marchés passés pour la période.	Des discussions sont entamées avec la BID pour accorder un numéro à chaque contrat signé.	Aucun numéro de prism n'est accordé aux contrats signés.	Recommandation reconduite